

Notre objectif est bien défini, et nous maîtrisons maintenant les moyens qui nous permettront de l'atteindre. Nous devons, dans les années à venir, nous attaquer à la tâche de perfectionner ces moyens. Nous risquons de nous épuiser. Nous voulons nous assurer que l'aide que nous offrons produise le plus grand impact. Nous voulons être sûrs qu'aux besoins des pays en voie de développement corresponde la meilleure utilisation possible des ressources du Canada. A cet égard, d'ailleurs, je pense que les hommes d'affaires canadiens n'ont pas saisi les occasions qui s'offraient à eux dans ce domaine comme ils auraient dû le faire. C'est sur des questions de ce genre que le Gouvernement devra se pencher. Elles sont importantes, mais elles n'entraînent aucune modification fondamentale de notre politique.

Les problèmes commerciaux ont sans doute été plus épineux dans nos relations avec le monde en voie de développement. Mais, là encore, l'objectif du Gouvernement est défini, nous avons trouvé des moyens d'aborder ce problème de façon satisfaisante, et il est fort improbable que nous nous éloignons de la ligne politique adoptée, qui vise à créer des marchés élargis et plus stables dans le monde développé pour les produits du Tiers Monde. Ainsi, le Canada continuera à donner son appui aux divers accords sur les produits de base tropicaux. A cela s'ajouteront, - et le ministre des Finances l'a réaffirmé dans le discours du budget - des lois qui permettront d'étendre le tarif préférentiel général aux produits importés des pays en voie de développement.

En réponse aux besoins des pays en voie de développement, le Gouvernement entend donc offrir davantage d'aide, une aide plus efficace et un meilleur accès au marché canadien.

Nous avons également réagi, bien que par d'autres moyens, à l'évolution du monde communiste. Au cours des deux dernières années, les relations du Canada avec l'Union soviétique et la Chine ont subi de profondes et rapides modifications. Tant de la part du Canada que des pays communistes, on a fait des efforts en vue d'établir des relations plus étroites. La rivalité qui existe entre la Chine et l'Union soviétique a sans aucun doute accéléré le rythme du changement.

Pour ce qui est du Canada, l'effort qu'il a entrepris afin de se soustraire à la stérilité laissée par la guerre froide remonte loin en arrière, soit aux années 50 qui ont suivi la mort de Staline; il a semblé possible alors d'entretenir de meilleures relations avec l'Union soviétique. Au cours de cette période, le Canada a conclu son premier accord commercial avec ce pays, mais il a fallu bon nombre d'années au cours desquelles on a multiplié avec précautions les rapports entre les deux pays avant d'en arriver à un échange de visites officielles entre MM. Trudeau et Kossyguine. Il nous a fallu attendre le moment où l'Union soviétique, sans doute un peu contrainte à le faire